

Mobilités sociales et migrations internationales

COLLOQUE INTERNATIONAL

13-14 JUIN 2019 PARIS

Penser les migrations comme des dynamiques de mobilité sociale

Dans quelle mesure la mobilité spatiale, c'est-à-dire le déplacement dans l'espace géographique, peut-elle être lue comme la matérialisation d'une mobilité sociale, d'un déplacement dans l'espace social ? Et dans quelle mesure ce déplacement géographique peut-il aussi être un facteur de mobilité sociale ? L'articulation entre mobilités sociales et mobilités géographiques est une question classique des sciences sociales attentives aux dimensions spatiales de la vie sociale (Bastide, 1974 ; Blum, De la Gorce et Thélot, 1985 ; Gribaudi, 1986). Les trajectoires sociales qui accompagnent les migrations internationales sont pourtant rarement étudiées à l'aune de cette question (Favell et Recchi, 2011).

L'histoire du mouvement ouvrier qui, dans les années 1970 et 1980, analysait l'immigration (Noiriel, 1988) en l'inscrivant dans les rapports de classe propres au système capitaliste (Miles, 1986), a progressivement cédé le pas aux analyses en termes d'intégration ou d'assimilation centrées sur les logiques d'adaptation culturelle des migrants à la société d'installation (Gordon, 1964 ; Tribalat, 1995). Et pourtant, toute migration nécessite un minimum de ressources tant économiques (payer le voyage, payer le visa, payer les passeurs) que sociales (être soutenu par sa famille, avoir des contacts dans le pays d'immigration) et culturelles (pouvoir organiser la migration, avoir des compétences professionnelles et linguistiques nécessaires et/ou imposées par les pays d'immigration). Accueillir l'immigration, ce n'est donc pas, pour reprendre une idée reçue bien connue, accueillir toute la « misère du monde » (Héran, 2004).

Ce colloque, invitant à penser les liens entre migrations internationales et mobilités sociales, voudrait faire émerger un ensemble de travaux réactualisant la question des mobilités sociales en migration.

Se saisir de cette question implique de penser ensemble les migrations internationales, inter et intra-continentales, les migrations dites « qualifiées », celles des « élites cosmopolites », celles des personnes retraitées, tout autant que les migrations identifiées par l'État comme « économiques », « familiales » ou relevant du droit d'asile, dans toutes leurs directionnalités (Sud-Nord, Sud-Sud, Nord-Sud, Est-Ouest) (Fabbiano *et al.*, 2018). Par conséquent, il s'agit ici de penser à rebours des politiques migratoires qui contribuent à façonner le recrutement social des migrants (Guiraudon, 2010), et traitent de manière différenciée l'entrée et le séjour pour des étrangers identifiés comme « expatriés » et pour des « migrants » dits « économiques » (Chauvin et Bonjour, 2018). Penser ensemble migrations internationales et mobilités sociales appelle aussi à une grande vigilance sur les contextes historiques et politiques variables dans lesquels s'inscrivent les mouvements migratoires, et qui produisent

un effet direct sur les trajectoires des migrants, depuis leur origine sociale jusqu'aux opportunités de mobilité sociale, à la fois dans le contexte du pays de départ et des pays d'arrivée (Bruno, 2010). Les ressources disponibles sur un territoire donné dépendent aussi des systèmes de protection sociale étatiques et des droits octroyés aux personnes migrantes (Sainsbury, 2012). Enfin, l'analyse des mobilités sociales en migrations s'enrichirait de l'apport de travaux sur les dynamiques économiques dans lesquels s'inscrivent les parcours migratoires (Chort et Lambert, 2010 ; Wang, 2017c).

La question des mobilités sociales en migrations se posant à une échelle supranationale, l'un des enjeux, théorique et méthodologique, est de penser les expériences migratoires à une échelle transnationale (Glick-Schiller, Green Basch et Szanton-Blanc, 1992 ; Portes, 1997). Comment saisir ces mobilités sociales, ces formes de classement/déclassement/reclassement dans un espace social qui excéderait les frontières nationales dans lesquelles on pense souvent les déplacements sociaux ? Dans les travaux proposant des comparaisons internationales (Erikson et Goldthorpe, 1992 ; Naudet 2012), le phénomène de mobilité sociale est majoritairement envisagé comme produit dans et par le cadre national (Kieffer, Oberti et Préteceille, 2002 ; Goldthorpe 2002). Des travaux récents proposent d'élargir l'échelle d'appréhension des positions sociales (Hugrée, Spire et Pénissat, 2017) et invitent à penser un espace social transnational qui permettrait une meilleure appréhension des trajectoires sociales en migration (Bidet, 2018). Mais interroger les phénomènes de mobilité sociale en migration ne se limite pas à mieux saisir les positions sociales des personnes ou des groupes en migration : cela permet aussi de penser le rôle des mobilités internationales dans les classements sociaux en général. Ainsi, la « transnationalité » (Faist *et al.*, 2016) ou le « capital de mobilité » (Moret, 2018) apparaît aujourd'hui comme une variable de classement, au même titre que le genre, l'appartenance ethnique, l'âge ou la catégorie socio-professionnelle. Par conséquent, les migrants deviennent des analyseurs des processus de classements (Terrazzoni, 2017). Ce colloque se place ainsi dans le sillage de travaux qui cherchent à penser les liens entre migrations transnationales et production des stratifications sociales (Faist, 2016 ; Roulleau-Berger 2011 ; Wagner, 2007). Cette perspective implique de réintroduire la notion de « classes sociales » dans les études migratoires (Van Hear, 2014 ; Erel, 2010), en réfléchissant aux modes d'articulation des rapports de classes avec les rapports sociaux de genre et de race (Guillaumin, 1992 ; Morokvasic, 2008 ; Bilge et Denis, 2010 ; Bonjour et Duyvendack, 2018 ; Perdoncin, 2018).

Un colloque interdisciplinaire sur les formes de mobilité sociale en migration

Du point de vue des dynamiques de mobilités sociales, ce colloque vise à interroger la multiplicité des positionnements sociaux des migrants d'une société à une autre, ce qui ouvre différentes pistes de questionnements.

La position sociale ne saurait s'appréhender exclusivement de manière unidimensionnelle : différence de position et de prestige dans la hiérarchie du travail, dans les modes de vie, sentiment d'appartenance et mobilisation collective, perspective de mobilité intra ou intergénérationnelle – notamment au travers des investissements scolaires sur les enfants (Grysole, 2018) –, choix du conjoint (Wang, 2017b) ou encore lieux de résidence sont autant d'indicateurs de la position sociale qui peuvent évoluer de manière non cohérente au cours des parcours migratoires. Si la migration d'un pays dominé sur l'échiquier politique et économique mondial vers un pays dominant peut produire un déclassement en termes de niveau de qualification, elle peut engendrer une augmentation du revenu et/ou ouvrir l'accès à des biens de consommation et aux styles de vie inaccessibles dans le contexte de départ. L'étude des formes objectives de la mobilité sociale doit également tenir compte des

perceptions subjectives de ces processus par les acteurs eux-mêmes tout en prêtant attention aux appartenances générationnelles et aux facteurs conjoncturels (Attias-Donfut et Wolff, 2001 ; Duru-Bellat et Kieffer 2006 ; Naudet, 2012 ; Beaud et Pasquali, 2014 ; Pagis et Pasquali, 2016 ; Wang, 2017a ; Muel-Dreyfus, 2018).

Si la sociologie de l'immigration a tendance à appréhender la position sociale dans le pays d'immigration, en s'intéressant notamment aux parcours des enfants d'immigrés (Santelli, 2001 ; Attias-Donfut et Wolff, 2009 ; Beaud, 2018 ; Beauchemin, Hamel et Simon, 2016), les positionnements sociaux des migrants peuvent prendre sens en priorité dans la société de départ (Sayad, 1999). Par ailleurs, les trajectoires de mobilité sociale ne peuvent être mesurées que si l'on est en capacité de comparer, ou de mettre en dialogue, une position de départ et une position d'arrivée. L'un des enjeux est bien de questionner comment l'expérience de la migration, ainsi que le fait migratoire même, viennent compliquer, bousculer, le processus au cœur de l'expérience de la mobilité sociale, autrement dit la tension entre milieu d'origine et milieu d'arrivée (Naudet et Shahrokni, 2013). Il s'agit également d'aborder la question de l'accumulation et de la gestion du capital social dans les carrières et stratégies migratoires et, par conséquent, d'envisager la multiplicité des existences migrantes (Bréant, Chauvin et Portilla, 2018). Dans quelle mesure la trajectoire sociale vécue dans la migration correspond-elle à un transfert de ressources du pays de départ vers le pays d'arrivée ? En quoi, au contraire, des ressources accumulées en migration peuvent-elles être réinvesties dans le pays de départ (Bréant, 2015) ? Et comment rendre compte de l'accumulation progressive de ressources tout au long d'un parcours migratoire en plusieurs étapes (Paul, 2011) ?

L'appréhension des dynamiques de mobilité sociale en migration ne saurait faire abstraction de la manière dont les rapports sociaux de genre et de race participent à la définition des positions sociales. La reconversion des ressources peut ainsi être moins aisée pour les femmes migrantes. C'est le cas quand les migrations sont « familiales » : des conjointes de cadres expatriés trouvent difficilement un emploi en lien avec leur niveau de qualification ; les femmes venues par les procédures de regroupement familial ne sont pas toujours autorisées à travailler dans le pays d'immigration. L'effet du genre sur le sens des mobilités sociales en migration est loin d'être univoque. C'est la diversité des articulations entre positions de classe et genre qu'il faut donc creuser (Guerry, 2014). Les migrations viennent aussi révéler l'intrication des rapports sociaux de classe et de race. Citons le cas des migrants caribéens qui découvrent ainsi aux États-Unis, où cette assignation raciale a un sens particulier, qu'ils sont perçus comme noirs. L'enjeu est alors pour eux de se distinguer des populations africaines-américaines, y compris en réinvestissant et/ou en grossissant des marqueurs culturels renvoyant à leurs origines migratoires (Waters, 1994).

Enfin, l'étude de la mobilité sociale des migrants pose un ensemble de questions méthodologiques. Comment appréhende-t-on ces processus de mobilité sociale qui dépassent l'échelle habituelle de mesure du phénomène, autrement dit l'échelle nationale ? Quelles sont les questions et difficultés qui se posent quand on souhaite reconstituer la trajectoire complète de migrants à cheval entre deux, ou plusieurs, sociétés ? De quelle manière parvient-on à avoir une appréhension aussi fine du côté de la société de départ que de celle d'installation ? Quelles sont les données quantitatives et/ou les archives que les chercheurs peuvent mobiliser pour penser ces mobilités sociales transnationales ? Comment conduire une enquête multi-située qui suivrait les migrants dans leurs différents lieux d'affiliation ?

Nous invitons les chercheurs en sciences sociales (sociologie, anthropologie, démographie, histoire, science politique, sciences économiques, géographie, etc.) à proposer des communications explorant les liens entre migrations internationales et mobilités sociales.

Les **propositions de communication en français ou en anglais** (précisant la problématique, la méthodologie et les résultats) ne devront pas dépasser **une page (références incluses)** et seront envoyées à colloquemobsoc@gmail.com. Elles sont attendues avant le **15 mars 2019**. Les réponses du comité scientifique seront envoyées au début du mois d'avril 2019.

Comité d'organisation

Jennifer BIDET (U. Paris Descartes, Cerlis), Hugo BRÉANT (U. Rouen, Dysolab, CESSP), Amélie GRYSOLE (CNAM, CEET, CMH), Anton PERDONCIN (ENS, IDHES, CMH), Liza TERRAZZONI (EHESS, CEMS), Simeng WANG (CNRS, CERMES3).

Comité scientifique

Cris BEAUCHEMIN (INED, MIM), Stéphane BEAUD (U. Poitiers, GRESCO), Sylvie BREDELOUP (IRD, UMR LPED/Accueil UMR LISST), Anne-Sophie BRUNO (U. Paris 1, CHS), Sébastien CHAUVIN (U. Lausanne, ISS), Jennifer COLE (U. Chicago, Comparative Human Development), Altaïr DESPRES (U. Chicago, CNRS - IMAF), Hamidou DIA (IRD, CEPED), Flore GUBERT (IRD, DIAL), Linda GUERRY (LARHRA), Virginie GUIRAUDON (CNRS, CEE), Cédric HUGRÉE (CNRS, CSU-CRESPPA), Mathieu ICHOU (INED, OSC), Fanny JEDLICKI (U. Havre, IDEES), Marylène LIEBER (U. Genève, IEA de Paris), Adelina MIRANDA, (U. Poitiers, Migrinter), El Mouhoub MOUHOUD (U. Paris-Dauphine, PSL Research University, IRD, LEDa, DIAL), Jules NAUDET (CNRS, CEIAS), Julie PAGIS (CNRS, IRIS), Elise PALOMARES (U. Rouen, Dysolab, URMIS), Emmanuelle SANTELLI (CNRS, Centre Max Weber), Camille SCHMOLL (U. Paris Diderot, Géo Cité), Ettore RECCHI (Sciences Po, OSC), Anne-Catherine WAGNER (U. Paris 1, CESSP), Claire ZALC (CNRS, IHMC, EHESS).

*Ce colloque est organisé dans le cadre de l'Institut **Convergences Migrations** (CNRS, Ined, Inserm, IRD, Collège de France, EHESS, EPHE, Paris 1 – Panthéon Sorbonne) avec le soutien du **Labex TransferS** (ENS, PSL).*

Bibliographie

ATTIAS-DONFUT Claudine, Wolff François-Charles, 2001, « La dimension subjective de la mobilité sociale », *Population*, vol. 56, n° 6, p. 919-958.

— 2009, *Le destin des enfants d'immigrés. Un désenchaînement des générations*, Paris, Stock.

BASTIDE Henri, 1974, « Mobilité de la population et motivations des personnes : une enquête auprès du public. III : les facteurs de la mobilité », *Population*, vol. 29, n° 6, p. 1071-1096.

BEAUCHEMIN Cris, HAMEL Christelle et SIMON Patrick (éd.), 2016, *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, INED (Grandes Enquêtes).

BEAUD Stéphane, 2018, *La France des Belhoumi*, Paris, La Découverte

BEAUD Stéphane et PASQUALI Paul, 2014, « Ascenseur ou descenseur social ? Apports et limites des enquêtes de mobilité sociale », *Cahiers Français*, La Documentation française, n° 383, p. 19-25.

- BIDET Jennifer, 2018, « Déplacements : migrations et mobilités sociales en contexte transnational », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 5, n° 225, p. 67-82.
- BILGE Sirma et DENIS Ann, 2010, « Introduction : Women, Intersectionality and Diasporas », *Journal of Intercultural Studies*, vol. 31, n° 1, p. 18.
- BLUM Alain, DE LA GORCE Gille, THÉLOT Claude, 1985, « Mobilité sociale et migration géographique », *Population*, vol. 40, n° 3, p. 397-434.
- BONJOUR Saskia et DUYVENDAK Jan Willem, 2018, « The “Migrant with Poor Prospects” : Racialized Intersections of Class and Culture in Dutch Civic Integration Debates », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 41, n° 5, p. 882-900.
- BRÉANT Hugo, 2015, « (Im)mobilité internationale : les inégalités au sein des catégories populaires face à la migration », *Lien Social et Politiques*, n° 74, p. 37-56.
- BRÉANT Hugo, CHAUVIN Sébastien et PORTILLA Ana (éd.), 2018, « Capital social en migration », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 5, n° 225.
- BRUNO Anne-Sophie, 2010, *Les chemins de la mobilité. Migrants de Tunisie et marché du travail parisien depuis 1956*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- CHAUVIN Sébastien, BONJOUR Saskia (éd.), 2018, « Migration and Social Class », *International Migration*, vol. 56, n° 4.
- CHORT Isabelle et LAMBERT Sylvie, 2010, « Remises migratoires et redistributivité », *Regards croisés sur l'économie*, n° 8, p. 128-137
- DURU-BELLAT Marie et KIEFFER Annick, 2006, « Les deux faces – objective/subjective – de la mobilité sociale », *Sociologie du travail*, n° 48, p. 455-473
- EREL Umut, 2010, « Migrating Cultural Capital : Bourdieu in Migration Studies », *Sociology*, vol. 44, n° 4, p. 642-660.
- ERIKSON Robert et GOLDTHORPE John H., 1992, *The Constant Flux. A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Oxford, Clarendon Press.
- FABBIANO Giulia, PERALDI Michel, POLI Alexandra et TERRAZZONI Liza (éd.), 2018, *Les migrations des Nords vers les Suds*, Paris, Karthala.
- FAIST Thomas, 2016, « Cross-Border Migration and Social Inequalities », *Annual Review of Sociology*, vol. 42, p. 323-346.
- FAIST Thomas, BILECEN Başak, BARGLOWSKI Karolina et JADWIGA SIENKIEWICZ Joanna, 2015, « Transnational Social Protection : Migrants’ Strategies and Patterns of Inequalities », *Population Space Place*, n° 21, p. 193-202.
- FAVELL Adrian et RECCHI Ettore, 2011, « Social Mobility and Spatial Mobility », *Sociology of the European Union*, A. Favell et V. Guiraudon (éd.), Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 50-75.
- GLICK-SCHILLER Nina, Green Basch Linda et Szanton-Blanc Cristina, 1992, *Towards a Transnational Perspective on Migration. Race, Class, Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*, New York Academy of Sciences.
- GOLDTHORPE John, 2002, « Globalization and Social Class », *West European Politics*, vol. 25, n° 3, p. 1-28.
- GORDON Milton, 1964, *Assimilation in American life. The Role of Race, Religion and National Origins*, New York, Oxford University Press.
- GRIBAUDI Maurizio, 1987, *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Éditions de l'EHESS, Paris, France.

- GRYSOLE, Amélie, 2018, « Private School Investments and Inequalities : Negotiating the Future in Transnational Dakar », *Africa*, vol. 4, n° 88, p. 663-682.
- GUERRY Linda, 2014, *Le genre de l'immigration et de la naturalisation, l'exemple de Marseille, 1918-1940*, Lyon, ENS Éditions.
- GUILLAUMIN Colette 1992. *Sexe, Race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*. Paris, Côté Femmes.
- GUIRAUDON Virginie, 2010, « Les effets de l'eupéanisation des politiques d'immigration et d'asile », *Politique européenne*, n° 31, p. 7-32.
- HUGRÉE Cédric, PENISSA Etienne et SPIRE Alexis, 2017, *Les classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Agone, Marseille.
- KELLY Philip F., 2012, « Migration, Transnationalism, and the Spaces of Class Identity », *Philippine Studies : Historical & Ethnographic Viewpoints*, vol. 60, n° 2, p. 153-185.
- KIEFFER Annick, Oberti Marco et Préteceille Edmond, 2002, « Enjeux et usages des catégories socioprofessionnelles en Europe », *Sociétés contemporaines*, n° 45-46, p. 5-15.
- MILES Robert, 1986, « Labour Migration, Racism and Capital Accumulation in Western Europe since 1945 », *Capital and Class*, n° 28, p. 49-86.
- MORET Joëlle, 2018, *European Somalis' Post-Migration Movements. Mobility Capital and the Transnationalisation of Resources*, Springer, Berlin – Heidelberg – New York.
- MOROKVASIC Mirjana, 2008, « Femmes et genre dans l'étude des migrations : un regard rétrospectif », *Les Cahiers du Cedref*, n° 16, p. 33-56.
- MUEL-DREYFUS Francine, 2018, « Abdelmalek Sayad : sociologie historique et sociologie clinique de l'émigration/immigration », *Santé mentale et souffrance psychique. Un objet pour les sciences sociales*, Isabelle COUTANT et Simeng WANG (éd.), Paris, CNRS Éditions, p. 115-117.
- NAUDET Jules, 2012, *Entrer dans l'élite*, Paris, PUF.
- NAUDET Jules et SHAHROKNI Shirin, 2013, « Minority Cultures of Mobility in India, in France and in the United States », *Mini-Conference on Comparative Cultural Sociology at the Annula Eastern Sociological Society Conference*, Boston Park Plaza Hotel, Boston, 20-24 Mars.
- NOIRIEL Gérard, 1988, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil.
- PAGIS Julie et PASQUALI Paul (éd.), 2016, « Mobilités sociales », *Politix*, n° 114.
- PAUL ANJU Mary, 2011, « Stepwise International Migration : A Multistage Migration Pattern for the Aspiring Migrant », *American Journal of Sociology*, vol. 116, n° 6, p. 1842-86.
- PERDONCIN Anton, 2018, « (Post)Colonial Migrations between States and Companies : Moroccan Workers in Europe », *North Africa and the Making of Europe. Governance, Institutions and Culture*, M. H. DAVIS et T. SERRES éd., New York, Bloomsbury Academic, p. 67-89.
- PORTES Alejandro, 1997, *Globalization from Below. The Rise of Transnational Communities*, University of Oxford Transnational Communities.
- ROULEAU-BERGER Laurence, 2011, « Repenser la question migratoire : migrations, inégalités multisituées et individuation », *SociologieS* [en ligne].
- SAFI Mirna, 2006, « Le processus d'intégration des immigrés en France : inégalités et segmentation », *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 1, p. 3-48.
- SAINSBURY Diane, 2012, *Welfare States and Immigrant Rights. The Politics of Inclusion and Exclusion*, Oxford, Oxford University Press.
- SANTELLI Emmanuelle, 2001, *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraire de réussite des enfants d'origine algérienne*, Presses universitaires du Mirail.

- SAYAD Abdelmalek, 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Le Seuil.
- TERRAZZONI Liza, 2018, « I Francesi in Marocco : Tempo coloniale, continuità e deviazione di un nuovo regime di migrazioni », *Mondi Migranti, Rivista di studi e ricerche sulle migrazioni internazionali*, n° 1, p. 151-173.
- TRIBALAT Michèle, 1995, *Faire France. Une grande enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris, La Découverte.
- VAN HEAR Nicholas, 2014, « Reconsidering Migration and Class », *International Migration Review*, vol. 48, n° 1, p. 100-121.
- WAGNER Anne-Catherine, 2007, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte.
- WANG Simeng, 2017a, *Illusions et souffrances. Les migrants chinois à Paris*, Paris, Éditions rue d'Ulm.
- WANG Simeng, 2017b, « La transformation des normes matrimoniales et familiales dans le contexte de migrations internationales : le cas des Chinois "conjoints de Français" résidant en région parisienne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 33, n° 2-3, p. 273-300.
- WANG Simeng, 2017c, « Une mondialisation par le bas : les *daigous* à Paris, des agents commerciaux intermédiaires entre producteurs français et consommateurs chinois », *Cultures & Conflits*, vol. 108, n° 4, p. 107-128.
- WATERS Mary, 1994, « Ethnic and Racial Identities of Second-Generation Black Immigrants in New York City », *International Migration Review*, vol. 28, n° 4, p. 795-820.